



L'émigration écossaise vers l'Amérique du Nord britannique (c. 1783-1815) : vers une convergence des politiques du centre pour les périphéries

Scottish Emigration to British North America (c. 1783-1815): Implementing Convergent Policies for the Peripheries of Empire

Alice Lemer-Fleury



Édition électronique

URL : [http://
etudeseccossaises.revues.org/1209](http://etudeseccossaises.revues.org/1209)
ISSN : 1969-6337

Éditeur

UGA Éditions/Université Grenoble Alpes

Édition imprimée

ISBN : 978-2-37747-001-3
ISSN : 1240-1439

Référence électronique

Alice Lemer-Fleury, « L'émigration écossaise vers l'Amérique du Nord britannique (c. 1783-1815) : vers une convergence des politiques du centre pour les périphéries », *Études écossaises* [En ligne], 19 | 2017, mis en ligne le 01 avril 2017, consulté le 01 avril 2017. URL : [http://
etudeseccossaises.revues.org/1209](http://etudeseccossaises.revues.org/1209)

Ce document a été généré automatiquement le 1 avril 2017.

© Études écossaises

L'émigration écossaise vers l'Amérique du Nord britannique (c. 1783-1815) : vers une convergence des politiques du centre pour les périphéries

*Scottish Emigration to British North America (c. 1783–1815): Implementing
Convergent Policies for the Peripheries of Empire*

Alice Lemer-Fleury

Introduction

- 1 Au cours de la période qui sépare la fin de la Révolution américaine et la fin des guerres napoléoniennes, l'Empire britannique, l'Écosse comme les provinces canadiennes connaissent des changements profonds. En Amérique du Nord, l'Empire est amputé des treize colonies américaines et il ne reste à la Mère Patrie que ses possessions les plus septentrionales et les moins développées, à savoir la province de Québec, la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve. Les colons américains restés fidèles à la couronne pendant la guerre d'indépendance fuient les États-Unis et affluent dans les provinces britanniques de Québec et de Nouvelle-Écosse. La population augmente rapidement grâce à ces 30 000 à 40 000 réfugiés loyalistes. Dès lors, l'agriculture, le commerce et les institutions politiques se développent ; notamment avec la création de la province du Nouveau-Brunswick en 1786 et la séparation de la province de Québec en Haut et Bas Canada avec la nouvelle constitution de 1791. Pour autant, vers 1800, les Canadas et les Maritimes sont encore des colonies en voie de développement : la population est bien moins grande que celle des États-Unis voisins, l'économie est principalement agricole et un peu précaire — elle permet aux Canadiens de se nourrir, de se loger et de se chauffer, mais ils dépendent des

imports pour de nombreuses commodités et des aides financières de la métropole (McCalla dans Buckner, 2008, p. 245). La majorité des observateurs, et notamment les voyageurs britanniques, décrivent les possessions britanniques comme pleines de potentiel où beaucoup reste à faire en matière de développement agricole, économique, culturel et militaire (Weld, 1800 ; Heriot, 1807 ; Gray, 1809 ; Lamber, 1813¹). Les colonies britanniques seront d'ailleurs attaquées par les États-Unis une décennie plus tard, lors de la guerre de 1812 (1812-1815).

- 2 En Écosse, la fin du long XVIII^e siècle correspond au début des *Clearances* dans les Hautes Terres. Les propriétaires terriens tentent de moderniser l'agriculture et de rendre leurs possessions plus rentables : les fermes sont consolidées, l'intérieur des terres est réservé aux pâturages de moutons et les petits paysans sont déplacés sur les côtes dans des *crofts* pour développer les pêcheries, l'industrie des algues (*kelp*) et les manufactures de textile. Ces changements poussent de nombreux Highlanders à migrer soit dans les centres industriels des Basses Terres soit en Amérique du Nord (Devine, 1994, 2000 ; Harper, 2004 ; Hunter 1997 ; Smout, 1985 ; Richards, 1985). Les historiens estiment qu'entre 11 000 et 13 000 Highlanders ont quitté l'Écosse pour l'Amérique du Nord entre 1775 et 1815 (tableau 1).
- 3 Lorsque l'on regarde ainsi la situation en Écosse et la situation dans les Canadas, il semble évident qu'une solution semble converger vers la résolution de ces crises ; à savoir l'émigration des Highlanders vers les colonies britanniques. Pour quelques officiels canadiens, mais surtout pour l'Écossais Lord Selkirk dans *Observations on the Present State of the Highlands* (1805), il faut tout faire pour rediriger l'émigration des Écossais vers les colonies britanniques au lieu de les perdre aux États-Unis. L'idée de convergence est évidente : en plus de protéger l'Écosse des risques d'une population redondante et donc de crises économiques et sociales, l'émigration permettrait de promouvoir les cultures et productions canadiennes et de renforcer le système de défense grâce aux qualités martiales des Highlanders. Cependant, on accuse souvent le gouvernement britannique avant 1813-1814 de s'être opposé à l'émigration des Highlanders (Bumsted, 1982, p. XIII, 129-154, 216 ; Devine, 2003, p. 131, 135). Le gouvernement central a-t-il manqué de faire confluer demandes écossaises et canadiennes ? Dans quelle mesure Londres a-t-elle su (ou n'a-t-elle pas su) percevoir la nécessité de faire converger les politiques pour l'Écosse et pour les Canadas à travers l'émigration ? Les dirigeants britanniques ont-ils été aveugles face à cette « confluence » qui paraît aujourd'hui nécessaire et inévitable ? À travers l'étude de la correspondance officielle des secrétaires d'État chargés des colonies², celle du Lord Avocat pour l'Écosse avec le gouvernement³, les débats au Parlement et les écrits publics des promoteurs et des opposants à l'émigration, nous allons montrer que la plupart de nos préjugés sur la politique migratoire du centre sont faux et que les mesures de Londres pour les périphéries (en Écosse et au Canada) doivent être considérées comme fondamentalement convergentes.

Les mesures « contre » l'émigration

Opposition à l'émigration en Écosse et en Angleterre

- 4 Une des idées qui dominent l'historiographie de la période 1783-1815 veut que le gouvernement central se soit opposé à l'émigration pour défendre les grands propriétaires écossais. La majorité des grands propriétaires terriens des Hautes Terres et

les promoteurs du développement des pêcheries et des manufactures dans la région sont opposés à l'émigration, qu'ils considèrent comme contraire à leurs intérêts économiques. Les propriétaires qui investissent dans la manufacture de *kelp* sont particulièrement hostiles à l'émigration des Highlanders, car ils ont besoin de garder une main d'œuvre nombreuses (et, par conséquent, bon marché) pour augmenter le rendement économique de leurs propriétés. L'émigration met aussi en danger les intérêts des propriétaires puisque, outre le potentiel manque de main d'œuvre, elle leur fait perdre leurs sources de revenus — à travers les loyers — et de prestige — notamment à travers la levée de régiments pour défendre la nation en période de guerre presque continue contre la France (Bumsted, 1982, p. 90 ; Devine, 2003, p. 135 ; Harper, 2004, p. 24 ; Richards, 2008, p. 1365, 1640). Ils sont plutôt bien représentés à Londres par quelques hommes politiques éminents comme John Knox, Sir John Sinclair ou Charles Hope. Certains se réunissent en groupe de pression au sein de la Royal Highland Society (1784) ou de la British Fishery Society (1786). Ils organisent des campagnes de persuasion à Londres pour promouvoir leurs intérêts économiques et tenter de limiter l'émigration de leurs paysans. Pour certains historiens, c'est la connivence, voire le « partenariat », entre les élites anglaises et écossaises qui auraient permis aux Écossais d'obtenir des mesures contre l'émigration (MacKillop, 2000, p. 190-195 ; Hunter, 2007, p. 128).

- 5 Dans l'historiographie on retrouve également l'idée que les élites politiques et économiques écossaises et anglaises s'opposent à l'émigration parce qu'elles sont imprégnées des principes mercantilistes qui dominent alors. Un des principes fondamentaux de la doctrine mercantiliste, outre l'idée centrale qu'il faut protéger et réguler le commerce, est qu'une population nombreuse est la source de pouvoir d'une nation. Il est donc d'une importance capitale pour les intérêts économiques et militaires d'un pays de maintenir une démographie élevée et donc d'éviter l'émigration. Le risque de dépopulation est ainsi régulièrement mis en avant par ceux qui souhaitent développer les Hautes Terres et mettre un terme à l'émigration⁴. Deux arguments corollaires viennent s'ajouter aux discours sur le risque de dépopulation. D'une part, cette dépopulation est dangereuse d'un point de vue militaire et stratégique. En effet, les Highlanders sont une « race hardie » qui est particulièrement importante pour remplir les rangs de l'armée et de la marine britannique en temps de guerre. Il est donc particulièrement important de ne pas « perdre » cette valeureuse population — qui plus est au profit de nations ennemies comme les États-Unis (Knox, 1787, p. 96 ; Irvine, 1802, p. 81-93 ; Fraser, 1802, p. 167, 171-173)⁵. D'autre part, l'émigration est dangereuse d'un point de vue économique. Certains observateurs expliquent que les migrants partent avec un petit capital : cela signifie donc que ce sont potentiellement des personnes qui participent à la vie économique du pays. Leur départ implique donc moins d'impôts perçus pour l'État, mais aussi moins de travailleurs, moins de développement des manufactures et donc moins de consommation (Irvine, 1802, p. 81-93 ; Fraser, 1802, p. 165-171).

Le danger de l'émigration et les mesures gouvernementales

- 6 L'idée que l'émigration représente un danger va permettre aux membres du gouvernement de faire voter un certains nombres de mesures favorables aux intérêts des élites terriennes et économiques des Hautes Terres. C'est le cas en 1784 au cours des débats pour rendre les terres confisquées après les rébellions jacobites de 1715 et 1745.

Henry Dundas aux Communes (*Parl. Hist.*, vol. XXIV, p. 1320) et Lord Sydney à la Chambre des Lords défendent la loi en insistant sur le fait que cette mesure va permettre de mettre un terme à l'émigration des Highlanders. Sydney déclare par exemple :

[...] a circumstance that weighed very materially with him was, the effect the Bill would have in checking the spirit of emigration which prevailed in so alarming a degree in Scotland. [...] The present Bill appeared to him as a measure the most likely of any that human wisdom could suggest, to stop the progress of that spirit which threatened such dangerous consequences. It would rivet great numbers of Highlanders, who would not think of going from home when they knew that those for whom they had felt an affection from their earliest youth were to be put in possession of their family estates. (*Parl. Hist.*, vol. XXIV, p. 1372-1373)

Les ministres pensent qu'en rendant ces terres aux propriétaires historiques, qui sont attachés à leur région et à leurs paysans, ils vont promouvoir le développement de la région, et ainsi, à travers la création d'emplois et l'attachement à leur chef, empêcher l'émigration des Highlanders.⁶

- 7 Le « danger » de l'émigration va aussi permettre au lobby écossais d'obtenir des fonds pour le développement des Highlands. En 1786, le Parlement vote des fonds pour la création de la British Fishery Society dont le but avoué est de développer les pêcheries pour créer des emplois et mettre un terme à l'émigration (Knox, 1785 ; *Caledonian Mercury*, 27 mars 1786). La Royal Highland Society réussit également à se faire entendre et à obtenir des financements pour des projets dans les Hautes Terres. Vingt ans plus tard, en 1804, sur les conseils du Premier ministre Addington, le Parlement vote des fonds pour le développement des infrastructures dans les Hautes Terres, notamment le Canal calédonien, afin « d'empêcher [...] l'émigration considérable » des Highlanders en créant des emplois. Il ajoute :

I beg it may not be supposed that this emigration is in any degree to be attributed to the neglect of the great landed proprietors. A variety of causes have conducted to incline the Highlanders to abandon their native soil, and it is the duty of government as much as possible, to remove these [...]. (*Parl. Deb.*, vol. II, 1804, p. 334-335)

Cet extrait du discours du Premier ministre laisse peu de place au doute sur sa position plus que favorable aux grands propriétaires terriens des Hautes Terres. Addington minimise l'impact des choix des propriétaires et leurs politiques d'amélioration du rendement agricole sur les flux migratoires. Il les défend sans détour et met le gouvernement au service de la protection de leurs intérêts. Néanmoins, pour de nombreux observateurs, la plus grande réussite du lobbying anti-émigration des grands propriétaires reste le *Passenger Vessels Act* adopté par le Parlement en 1803. Cette loi régule et améliore les conditions à bord des navires de migrants et a pour effet d'augmenter le prix de la traversée et de le rendre prohibitif. C'est donc une manière détournée d'interdire l'émigration pour servir l'intérêt des grands propriétaires écossais (Selkirk, 1805, p. 154-155 ; Bumsted, 1982, p. 90, 129-154 ; Devine, 2003, p. 131, Macdonagh, 1961, p. 1-61).

- 8 Un certain nombre de décisions prises peuvent donc amener à conclure que le gouvernement central a privilégié les intérêts des grands propriétaires avec des mesures contre l'émigration au lieu de faire converger les désirs des migrants et les besoins des colonies canadiennes.

Les mesures pour promouvoir la redirection des migrants

- 9 Cependant, lorsque l'on regarde les faits de plus près, on s'aperçoit que si au Parlement les membres des gouvernements s'affichent comme opposés à l'émigration, les choses sont assez différentes en coulisse. L'attitude des secrétaires d'État et la politique qu'ils mènent sont ainsi souvent ambivalentes.

Une politique d'incitation discrète

- 10 Dès 1784, alors que Lord Sydney fait son discours à la Chambre des Lords sur les désastres de l'émigration, en sa qualité de secrétaire d'État à l'Intérieur, il prend des décisions qui encouragent l'émigration. Le gouvernement offre des terres aux soldats des régiments dissous en Amérique du Nord (parmi lesquels il y a de nombreux Écossais) et il envoie leurs familles les rejoindre en Nouvelle-Écosse⁷. L'installation des loyalistes et des régiments dans les colonies canadiennes va opérer comme un aimant en Écosse. On sait déjà à l'époque que les colons correspondent avec leurs proches dans les Hautes Terres ; les nouvelles qu'ils envoient, lorsqu'elles sont bonnes, ont tendance à inciter ceux qui sont restés en métropole à rejoindre leur famille et leurs amis dans les colonies. Ils créent ainsi des sortes de « lignes » de migration entre une région écossaise et une région en Amérique du Nord. Ce fonctionnement de l'émigration des Écossais est connu des autorités britanniques⁸.
- 11 À partir des années 1790, les secrétaires d'État utilisent ce mécanisme pour rediriger (et donc, dans une certaine mesure encourager) l'émigration. D'abord, ils donnent leur soutien aux officiels dans les colonies lorsqu'ils aident les migrants à leur arrivée. C'est le cas pour les passagers d'Arasaig et Egg sur le *British Queen* en 1790⁹ qui se trouvent dans une situation de grande « détresse » lorsqu'il arrive dans la province de Québec. Le Gouverneur Général, Lord Dorchester, accorde l'aide de la province à ces migrants pour rejoindre leurs proches dans le district de Queensbury¹⁰. Sa décision est approuvée par Londres. Un rapport publié l'année suivante fait apparaître que les autorités coloniales de Québec prennent en charge les migrants les plus déshérités qui arrivent des Hautes Terres depuis 1786. Dans ce rapport, on peut voir toute l'ambiguïté du gouvernement central qui à la fois donne son soutien tacite à l'émigration des Highlanders tout en refusant de sponsoriser ouvertement leur émigration et leur installation dans les colonies britanniques. Les officiels coloniaux doivent donc trouver un équilibre : ils ne doivent pas proposer de termes particuliers ou des « indulgences extraordinaires » mais, dans le même temps, ils peuvent fournir des bateaux¹¹, des allocations de terres (sans conditions exceptionnelles) et éventuellement des aides pour éviter que les migrants se retrouvent dans des situations de « détresse »¹². Comme Lord Sydney avant lui, Grenville soutient les officiels coloniaux lorsqu'ils apportent leur aide aux migrants. Mais Grenville va plus loin : il encourage les gouvernements coloniaux à bien recevoir les migrants afin de les inciter à s'installer dans les Canadas. En 1791, il écrit à Dorchester :

With regard to the subject of your letter No. 72 respecting emigrants from Scotland, no encouragement is likely to operate so effectually to induce them to give the preference to Canada, as the favourable accounts which they will probably receive from such Persons of their own Country as may be already fixed in the settlements, of the reception they meet with and of the advantages they receive from the laws

and Government under which they are placed. (Grenville à Dorchester, n° 37, 7 mars 1791, NAC, Q50, p. 14-15)

Grenville laisse ici entendre que le nouveau mode de gouvernance en Amérique du Nord, à savoir l'Acte du Canada de 1791 qui donne aux colonies une constitution britannique, va aussi agir comme un aimant auprès des migrants écossais pour les rediriger vers les colonies britanniques. Quelques mois plus tard, son successeur et ami, l'Écossais Henry Dundas, écrit qu'il tente de limiter l'émigration depuis l'Écosse mais admet dans le même temps qu'il serait souhaitable de mettre en place des mesures « pour inciter » les migrants à s'installer dans les colonies britanniques plutôt qu'aux États-Unis. Il ne précise pas sa pensée — sans doute fait-il allusion, dans la lignée de ses prédécesseurs, aux allocations de terres et aux droits de propriétés (plus avantageux qu'aux États-Unis) qui sont aussi des mesures recommandées et mises en place par les conseils coloniaux¹³. Dundas ne va cependant pas mettre en place de mesures concrètes : en 1793, la Grande-Bretagne et la France entrent en guerre et, par conséquent, l'émigration depuis les Hautes Terres d'Écosse diminue considérablement jusqu'à la trêve de 1801.

- 12 Les ministres suivants, Portland et, en particulier, Hobart vont plutôt axer leur politique sur l'allocation de grandes étendues de terres à des individus privés, comme William Willcocks, Thomas Talbot ou Lord Selkirk. Dans la correspondance coloniale, on voit que les ministres savent pertinemment que lorsqu'ils octroient des terres, ces nouveaux propriétaires vont chercher à recruter des migrants pour peupler et développer leurs possessions outre-Atlantique. En 1802, c'est d'ailleurs Hobart lui-même qui conseille à Selkirk de recruter ses colons en Écosse. Ils savent aussi que ces nouveaux *settlements*, toujours dans l'idée de « lignes migratoires » (ou « migrations en chaîne ») vont attirer les migrants écossais¹⁴. On peut par ailleurs voir dans le *Passenger Vessels Act* de 1803 une forme de volonté de rediriger l'émigration vers les Canadas puisque les restrictions sur le nombre de passagers sont beaucoup plus souples pour les navires qui vont vers les colonies britanniques (un passager pour 2 tonnes) que vers les États-Unis (un passager pour 5 tonnes). Dès lors, dans les années 1805, quand les défenseurs du « shipping interest » (*Remarks...*, 1805, p. 103), certains représentants des colonies, ou encore Lord Selkirk (Selkirk, 1805) et quelques revues intellectuelles comme *The Edinburgh Review* (vol. 7, 1806, p. 195-202) ou *The Annual Review* (vol. 4, 1806, p. 232-237) commencent à faire entendre leur voix pour demander une politique de redirection de l'émigration vers les Canadas, ces pratiques sont en fait déjà mises en place depuis deux décennies.

Laissez-faire

- 13 On peut par ailleurs douter que les gouvernements successifs aient été franchement hostiles à l'émigration des Highlanders, particulièrement vers les Canadas. On voit que la Royal Highland Society a un peu de mal à se faire entendre au début de sa campagne et doit renouveler ses appels en faveur d'une intervention du gouvernement (Mackillop, 2000, p. 190-196). De plus, même après le vote du *Passenger Vessels Act*, l'émigration continue et le gouvernement ne fait rien pour la décourager. Dans les années 1800, et particulièrement à partir du blocus continental de 1806, le commerce du bois depuis les Canadas prend de l'ampleur ce qui a pour effet d'encourager l'émigration des Écossais. En effet, le trafic maritime augmente et il n'est pas rentable pour les armateurs de faire le trajet entre la Grande-Bretagne et les colonies à vide : le transport de migrants devient une alternative intéressante et le prix de la traversée commence à baisser. Ainsi, les effets de la loi de 1803 deviennent caducs. Le gouvernement ne prend pas de mesures à cet

égard — au contraire, dès 1804, c'est Henry Dundas (à présent à l'Amirauté) qui prend des décisions pour encourager le commerce de bois avec les Canadas afin de subvenir aux besoins de la marine britannique (Bumsted, 1982, p. 192 ; Campey, 2002, 2005, p. 153-156).

Les projets d'émigration écossaise sponsorisés par le gouvernement britannique

- ¹⁴ En plus de ce laisser-faire, deux ministres vont prendre des mesures de sponsorship directe pour rediriger l'émigration écossaise vers les Canadas. En 1804, Lord Hobart met en place un projet de « régiment canadien » : il souhaite recruter des soldats en Écosse pour servir dans les colonies et promet des terres dans les provinces canadiennes et une traversée gratuite pour les familles de ces soldats (ce qui, d'ailleurs, fait enrager le Lord Avocat pour l'Écosse). Le projet échoue cependant suite à une mutinerie (Bumsted, 1982, p. 155-184 ; Mackillop, 2000, p. 182 ; Prebble, 1975, p. 447-464)¹⁵.
- ¹⁵ À partir de 1813, les conditions en Europe et en Amérique du Nord changent et Lord Bathurst (cette fois, en partenariat avec le Lord Avocat Colquhoun) met en place des projets de sponsorship de l'émigration vers les colonies britanniques qui conjuguent les demandes des migrants écossais et les besoins des Canadas. Le ministre, qui est encore moins que ces prédécesseurs hostile à l'émigration, ne cherche pas à limiter les départs des Highlanders mais au contraire veut les inciter à choisir les provinces canadiennes non seulement en leur offrant des terres mais aussi et surtout en payant leur traversée transatlantique et en fournissant des outils à bas prix. Ses objectifs sont multiples. D'un point de vue militaire d'abord, il souhaite développer le système de défense des colonies, car les hommes pourront s'enrôler dans les forces armées locales. Dans le même temps, il s'agit également de ne pas renforcer le pouvoir démographique (et potentiellement militaire) des États-Unis. D'un point de vue de la colonisation, il pense, comme nombre de contemporains, que les Highlanders sont des colons de qualité qui vont aider au progrès de la province. Bathurst projette ainsi de financer l'émigration des hommes mais aussi celle de leurs familles et de leur fournir des terres dans le Haut-Canada afin de développer et d'exploiter le potentiel de la province. Le gouvernement propose également de payer le salaire d'un instituteur et d'un prêtre. Son projet fait également sens d'un point de vue économique : avec la guerre contre les États-Unis (déclarée en 1812), de nombreuses troupes ont été envoyées en Amérique du Nord, les soldats qui ne souhaitent pas rester dans les colonies doivent donc être rapatriés en Grande-Bretagne. Bathurst veut se servir de la flotte qui doit aller chercher ces soldats pour transporter les migrants. Par ailleurs, il organise (comme ces prédécesseurs) l'installation des soldats des régiments dissous. Ce projet concerne des Écossais, mais aussi des régiments étrangers comme ceux des De Meurons et des Watterville. Les projets de Bathurst sont cependant remis en cause par les Cent-Jours de Napoléon : les soldats et les navires sont immédiatement réquisitionnés pour aller combattre en Europe. Seules quelques centaines de personnes partent à l'été 1815 à bord de l'*Atlas*, du *Dorothy*, du *Eliza* et du *Baltic Merchant*. Malgré ce demi-échec, il s'assure que ces migrants soient bien reçus, toujours afin de rediriger l'émigration vers les Canadas et approuve dès lors les mesures et les dépenses du gouverneur général Drummond pour accommoder les colons et redresser leurs griefs¹⁶ (Calder, 2003, p. 48-53 ; Campey, 2005, p. 35-44 ; Cowan, 1961, p. 41).

Une politique timide ?

- 16 Au regard de la politique menée par les secrétaires d'État, il ne semble pas tenable d'affirmer que le gouvernement soit passé à côté de la nécessité de faire converger les intérêts écossais et les intérêts canadiens à travers une opposition doctrinaire à l'émigration. Pour autant, on pourrait sans doute émettre une critique sur le caractère très timide de cette politique. Pourquoi les secrétaires d'État ne se sont-ils pas tous impliqués davantage, à l'image de Hobart et Bathurst, dans l'émigration écossaise vers les Canadas ?

Les risques politiques

- 17 Premièrement, toute politique se doit de prendre en compte l'opinion publique. L'étude de la presse montre que l'opinion en Écosse et en Angleterre est plutôt défavorable à l'émigration mais aussi à l'augmentation des taxes — qui se multiplient en période de guerre. En outre, du fait de ces guerres contre la France (de 1793 à 1801 et de 1803 à 1815), l'armée a besoin de recruter des hommes et de renforcer les milices pour protéger les intérêts britanniques. Il faut aussi souligner que les projets de nouvelles colonies, qu'ils soient entrepris par le gouvernement ou par des individus privés (comme Selkirk) sont risqués, onéreux et sans garanti de succès¹⁷. Dès lors, augmenter les dépenses de l'État pour financer ostensiblement et massivement l'émigration des Écossais vers les Canadas de surcroît en période de guerre en Europe (où les intérêts de la métropole sont menacés) n'aurait sans doute pas été une politique très sage, ni très populaire.

La panacée des problèmes des périphéries ?

- 18 Il semble aussi que les secrétaires d'État ne s'impliquent pas plus vivement dans la sponsorship de l'émigration parce que la solution n'est pas forcément la meilleure pour les périphéries. D'une part, les ministres sont conscients de l'attachement des Highlanders à leurs terres natales, mais aussi des difficultés qui attendent ceux qui décident de quitter la Grande-Bretagne. Les conditions de la traversée restent difficiles en dépit de la loi de 1803¹⁸. L'installation dans les colonies est aussi rude (même pour ces « *hardy Highlanders* »). C'est ce que rappelle Bathurst à la Chambre des Lords en 1826, alors même que l'opinion a clairement changé en faveur de l'émigration (*Hansard*, vol. XVI, 1826). Au regard des difficultés rencontrées par les migrants, il semble ainsi que rechercher des solutions alternatives (comme le développement des infrastructures ou la création d'emploi) soit une attitude plutôt bienveillante. Il faut en outre noter que les mesures demandées par le « lobby écossais » et en général accordées par les gouvernements sont des mesures positives qui ont pour but de développer le potentiel économique de l'Écosse et de sortir les Highlanders de leur précarité. Si l'on sait aujourd'hui que les politiques d'amélioration du rendement agricole étaient vouées à l'échec, ce n'était pas le cas à la fin du long XVIII^e siècle. Les promoteurs du développement des Hautes Terres sont en effet très optimistes pour leur région. Inversement, certaines voix écossaises en faveur de l'émigration sont plus négatives et laissent entrevoir les violences des *Clearances* et des migrations forcées du XIX^e siècle. En 1809 par exemple, un lecteur du *Farmer's Magazine* envoie un long plaidoyer en faveur

de l'émigration des Highlanders dans lequel il les compare à un membre sclérosé qu'il faut amputer. Il ajoute qu'il ne voit pas d'autres alternatives pour cette région pauvre, désolée, humide et aride. Il affirme enfin ne pas comprendre ceux qui considèrent que l'émigration forcée est inhumaine puisqu'il suffit aux Highlanders « d'un saut » au-dessus de l'Atlantique pour échapper à leur vie misérable et que les difficultés des premiers migrants seront rapidement enterrées avec eux, dans une « fosse commune » (vol. 10, 1809, p. 177-178). Dès lors, l'approche peu vigoureuse du gouvernement dans son soutien à l'émigration ne doit pas être perçue comme une forme de cécité des élites, mais plutôt comme le signe d'une politique qui tente aussi d'être humaine, voire progressiste.

- 19 D'autre part, l'arrivée massive de migrants n'est pas non plus dans l'intérêt des colonies. L'Amérique du Nord britannique n'a pas encore les ressources financières et encore moins alimentaires pour faire face à un afflux massif de nouveaux arrivants. Les migrants écossais qui arrivent à Québec en 1786 mettent par exemple les autorités dans l'embarras : l'arrivée de ces migrants a coûté 613 livres sterling qui n'ont pas été remboursés. Trente ans plus tard, la situation financière des colonies canadiennes est encore précaire. Ainsi, en 1813, avant de lancer son projet, Lord Bathurst demande au gouverneur des Canadas si les provinces peuvent subvenir aux besoins de nouveaux arrivants avant de recruter ses migrants¹⁹. Dès lors, les demandes émanant d'officiels canadiens pour encourager l'émigration des Highlanders vers les colonies sont extrêmement rares. Sur toute la période étudiée, nous n'avons trouvé qu'une seule demande explicite pour encourager l'émigration des Highlanders vers le Haut-Canada dans une lettre d'Alexander Grant à Lord Castlereagh en mai 1806. Nous ne connaissons malheureusement pas la réponse de Londres : Castlereagh perd son ministère lorsque les *Talents* prennent le pouvoir. Grant quitte son poste d'administrateur en août et ne réitère pas sa demande auprès du nouveau secrétaire d'État, William Windham²⁰. Enfin, l'arrivée massive de Highlanders, qui sont en grande majorité catholiques, inquiète aussi par moment les autorités protestantes dans les colonies²¹.
- 20 Pour l'Écosse comme pour les colonies, l'émigration de masse, même sponsorisée, n'est donc pas la panacée et n'est pas une solution évidente pour la période 1783-1815. Pour le dire très simplement, avant 1813 (voire 1815), les conditions qui rendent inévitables le déplacement massif et sponsorisé des Écossais vers les Canadas (comme l'échec des politiques d'amélioration du rendement agricole dans les Hautes Terres, la crise économique de 1815 ou le retour de la paix en Amérique du Nord) ne sont pas réunies.

Une politique efficace ?

- 21 Il faut enfin ajouter que, bien que les politiques aient été modérées et timides, elles semblent avoir porté quelques fruits. Lorsque l'on regarde les chiffres de l'émigration il apparaît clairement que les migrants écossais choisissent de plus en plus les colonies canadiennes au détriment des États-Unis (tableau 1). Cette tendance apparaît tant dans les chiffres compilés par les historiens à partir des manifestes de passagers que dans ceux que nous avons réunis à partir de sources contemporaines, notamment dans la presse et dans les statistiques proposées par les opposants à l'émigration. Le nombre de migrants vers les États-Unis reste flou, mais il est clair que la majorité des Highlanders qui quittent leur région rejoignent les provinces britanniques. S'il nous est impossible de déterminer le degré de l'influence des politiques et des mesures de Londres sur la redirection de l'émigration, pour les contemporains, cet impact existe bel et bien. Pour de nombreux

observateurs, les mesures prises par le gouvernement encouragent en effet l'émigration vers les colonies canadiennes. Des articles de presse montrent clairement que les migrants qui quittent l'Écosse choisissent de s'installer en Amérique du Nord britannique parce que leurs proches et amis partis avant eux ont été bien reçus. Les exemples d'aides apportées aux migrants dans les colonies sont connus dans les Hautes Terres et propagés par les promoteurs de l'émigration. Les politiques de colonisation — notamment l'allocation de terre, des impôts peu élevés et aussi la mise en place d'une constitution britannique en 1791 — sont reconnues comme étant des facteurs qui encouragent l'émigration vers les colonies britanniques. Ces analyses se retrouvent tant dans la presse, dans les revues intellectuelles que dans les récits publiés par des voyageurs britanniques²². Les mesures gouvernementales sont aussi dénoncées par les opposants à l'émigration. Par exemple, l'Écossais Alexander Irvine considère que l'allocation de larges étendus de terres à des individus privés revient à un encouragement de l'émigration par le gouvernement central (Irvine, 1802, p. 147). La subtile distinction entre redirection et encouragement est aussi dénoncée par les opposants à l'émigration : selon eux, inciter les migrants à choisir les colonies britanniques plutôt que les États-Unis revient à encourager ce qu'ils nomment « *the spirit of emigration*²³ ».

Conclusion

- 22 Sur cette question de l'émigration, il semble que, loin de accusations présentées dans l'introduction, les gouvernements successifs n'auraient pas pu adopter une attitude plus « convergente », ni plus habile. Si l'émigration des Highlanders n'est certes pas la priorité des secrétaires d'État, les ministres ne mènent cependant pas une politique doctrinaire, bornée à s'opposer à l'émigration sur des principes vieux de plusieurs siècles. Au contraire, ils mènent une politique plutôt éclairée et ancrée dans les réalités de la période, une politique qui cherche à prendre en compte tous les aspects de la question (en Écosse, dans les colonies, pour l'Empire), et qui répond aux demandes contradictoires des différents groupes de pression. C'est une politique qui tente de faire converger au mieux les intérêts du centre et des périphéries. C'est une politique réellement, profondément à la confluence de tous ces groupes, une politique qui cherche à contenter tout le monde — mais qui, sans doute, ne peut satisfaire personne.

Tableau 1. – L'émigration écossaise vers l'Amérique du Nord c. 1784-1815.

Provenance/ destination ----- Date	Sources contemporaines ²⁴		Chiffres compilés par les historiens ²⁵		
	Migrants écossais vers les colonies britanniques	Migrants écossais vers les États-Unis	Migrants écossais vers les colonies britanniques	Migrants écossais vers les États-Unis	Nombre de Highlanders
1763-1775	20 000 à 30 000		1 100	20 000	10 000

1784-1789	1 220	1 300	1784-1789 entre 1 040 et 1 080	entre 918 et 1 000	2 000 à 3 000 Highlanders entre 1775 et 1801
1791-1800	entre 2 700 et 2 800	3 650	entre 1 358 et 1 931	1 120 au minimum	
1801-1803	5 500 au minimum	? (1 navire au moins depuis Skye)	entre 7 100 et 8 093	entre 193 et 1 000	5 000
1804-1815	entre 1 289 et 1 299	?	3 400	?	3 000
total 1784-1815	entre 10 709 et 10 819	4 950 au minimum	entre 11 858 et 14 504	entre 2 231 et 3 120 au minimum	/

BIBLIOGRAPHIE

Sources primaires

Manuscrits

Correspondance du *Home Office*, National Archives of Scotland (NAS), RH2/4/87-88-89.

Correspondance du *Home Office* / Écosse, The National Archives (TNA) HO102/2-24.

Correspondance du *Colonial Office* / Canada, National Archives Canada (NAC), série Q.

Correspondance du *Colonial Office* / Nouvelle-Écosse, National Archives Canada (NAC), série A.

Selkirk Papers, Archives Nationales du Canada (SPNAC).

Highland Society Sederunt Books, National Archives of Scotland (NAS) RH4/188/2.

First Report of the Committee of the Highland Society of Scotland on Emigration, 12 janvier 1802, NAS GD/51/5/52/1-2.

Second Report of the Committee of the Highland Society of Scotland on Emigration, 28 juin 1802, NAS GD/51/5/52/2.

Third Report of the Committee on Emigration, 25 mars 1803, Highland Society Sederunt Book, NAS, RH4/188/2, 634-654.

First Report from the Committee on the Survey of the Coasts & c. of Scotland - Emigration, 13 mai 1803, House of Commons, <<http://parlipapers.chadwyck.co.uk>> (consulté le 16 avril 2016).

FRASER Edward S., « On Emigration from the Scottish Highlands and Islands », unpublished manuscript, c. 1802, National Library of Scotland (NLS), Ms. 9646.

Sources imprimées

The Parliamentary History of England from the Earlier Period to the Year 1803, Londres, W. Cobbett, T. C. Hansard, volumes XXIII à XXXVI, 1782-1803.

The Parliamentary Debates from the Year 1803 to the Present Time, Londres, T. C. Hansard, volumes I à XXXI, 1803-1815, mis en ligne sur <http://hansard.millbanksystems.com/> (consulté le 17 septembre 2016).

AMICUS, *Eight Letters on the Subject of the Earl of Selkirk's Pamphlet on Highland Emigration*, Édimbourg, Anderson ; Londres, Longman ; Hurst, Rees & Orme.

ANDERSON James, 1788, *The True Interest of Great Britain Considered; or a Proposal for Establishing the Northern British Fisheries*, Londres.

BROWN Robert, 1806, *Strictures and Remarks on the Earl of Selkirk's Observation on the Present State of the Highlands*, Édimbourg, Abertly ; Londres, Murray.

FRASER Robert, 1803, *Letter to the Rt. Hon. Charles Abbot, Speaker of the House of Commons, Containing an Inquiry into the Most Effectual Means of the Improvement of the Coasts and Western Isles of Scotland, and the Extension of the Fisheries*, Londres.

GRAY Hugh, 1809, *Letters from Canada, Written during a Residence There in the Years 1806, 1807, and 1808*, Londres, Longman, Hurst, Reis & Orme.

HERIOT George, 1807, *Travels through the Canadas*, Londres.

Inverness Journal and Northern Advertiser, 1811-1815, National Library of Scotland (NLS), CBWall.2/96.

IRVINE Alexander, 1802, *An Inquiry into the Causes and Effects of Emigration from the Highlands and Western Islands of Scotland, with Observations on the Means to Be Employed for Preventing It*, Édimbourg, Mundell & Son ; Londres, Longman & Rees.

KNOX John, 1785, *A View of the British Empire, More Especially Scotland; with Some Proposals for the Improvement of that Country, the Extensions of Its Fisheries and the Relief of the People*, vol. I, Londres, Walter, Edimbourg, Gordon, 3^e édition.

KNOX John, 1787, *A Tour of the Highlands of Scotland and the Hebride Isles in 1786*, Londres, Walter ; Édimbourg, Gordon & Elliot ; Glasgow, Dunlop & Wilson.

LAMBERT John, 1811, *Travels through Lower Canada and the United States of North America in the Years 1806-1808* [1810], vol. I, Londres, Cradock & Jay, Édimbourg, Daig & Stirling, Dublin, Keene.

Remarks on the Probable Conduct of Russia and France towards this Country, also on the Necessity of Great Britain becoming independent of the Northern Powers for the Maritime Supplies and Recommending (as the only Means of attaining that most Important Object) the Encouragement of the British Shipping Interest, and the Cultivation of Naval Stores in Upper and Lower Canada, Londres, 1805.

SELKIRK Thomas Douglas, 5th Earl of, 1805, *Observation on the Present State of the Highlands*, London, Longman, Hurst, Rees & Orme, Édimbourg, Constable.

TELFORD Thomas, *A Survey and Report of the Coast and Central Highlands of Scotland*, 5 avril 1803, <http://parlipapers.chadwyck.co.uk> (consulté le 16 avril 2016).

The Annual Review, Londres, Longman, volumes 4 à 6, 1806-1808.

The British Newspaper Archives, 1783-1815, <thebritishnewspaperarchives.co.uk>.

The Edinburgh Review, Londres, Longman ; Édimbourg, Constable, volumes 1 à 25, 1802-1815.

The Farmers' Magazine, Édimbourg, Constable, volumes 1 à 9, 1800-1809.

The Gentleman's Magazine, Londres, Nichols & Son, volumes 58 à 85, 1783-1815.

The Scots Magazine, Édimbourg, Murray & Cochrane, volumes 45 à 77, 1783-1815.

The Times Archives, 1785-1815.

WELD Isaac, 1800, *Travels through the States of North America and the Provinces of Upper and Lower Canada in the Years 1795, 1796, and 1797*, Londres, Stockdale, 4^e édition.

WHITE Patrick C. T. (éd.), 1958, *Lord Selkirk's Diary, 1803-1804: A Journal of His Travels in British North America and the North-Eastern United States*, Toronto, Champlain Society.

Sources secondaires

ADAMS Ian & SOMERVILLE Meredyth, 1993, *Cargoes of Despair and Hope, Scottish Emigration to North America 1603-1803*, Édimbourg, John Donald Publisher.

BOTHWELL Robert, 2006, *The History of Canada*, Toronto, Penguin Canada.

BUCKNER Phillip (éd.), 2008, *Canada and the British Empire*, Oxford, Oxford University Press.

BUMSTED John Michael, 1982, *The People's Clearances: Highland Emigration to British North America, 1770-1815*, Winnipeg, University of Manitoba Press.

CALDER Jenny, 2003, *Scots in Canada*, Édimbourg, Luath Press Limited.

CAMPEY Lucille H., 2002, *Fast Sailing and Copper-Bottomed: Aberdeen Sailing Ships and the Emigrant Scots They Carried to Canada, 1774-1855*, Natural Heritage, Kindle Book.

CAMPEY Lucille H., 2003, *The Silver Chief, Lord Selkirk and the Scottish Pioneers of Belfast, Baldoon and Red River*, Toronto, Natural Heritage Books.

CAMPEY Lucille H., 2005, *The Scottish Pioneers of Upper Canada, 1784-1855: Glengarry and Beyond*, Toronto, Natural Heritage Books.

COWAN Helen, 1961, *British Emigration to British North America*, Toronto, University of Toronto Press.

DEVINE Tom M., 1994, *Clanship to Crofter's War, the Social Transformation of the Scottish Highlands*, Manchester, Manchester University Press.

DEVINE Tom M., 2000, *The Scottish Nation 1700-2000*, Londres, Penguin Books.

DEVINE Tom M., 2003, *Scotland's Empire, 1600-1815*, Londres, Allen Lane.

HARPER Marjory, 2004, *Adventurers and Exiles: The Great Scottish Exodus*, Londres, Profile Books.

HILLIER James, 2010, *Atlantic Canada: A History*, Toronto, Oxford University Press.

HORN James, 1998, « British Diaspora: Emigration from Britain, 1680-1815 », dans P. J. Marshall (éd.), *The Oxford History of the British Empire: The Eighteenth Century*, vol. 2, Oxford, Oxford University Press.

HUNTER James, 1997, *The Making of the Crofting Community* [1976], Édimbourg, John Donald Publisher Ltd.

- HUNTER James, 2007, *Scottish Exodus, Travels among a Worldwide Clan* [2005], Edimbourg, Mainstream Publishing.
- JOHNSTON Hugh J. M., 1972, *British Emigration Policy, 1815-1830: "Shovelling out Paupers"*, Oxford, Clarendon Press.
- KNORR Klaus E., 1944, *British Colonial Theories, 1570-1850*, Toronto, Toronto University Press.
- MACDONAGH Oliver, 1961, *A Pattern of Government Growth, 1800-1860: The Passenger Acts and Their Enforcement*, Londres, Aldershot.
- MACKILLOP Andrew, 2000, *More Fruitful than the Soil, Army, Empire and the Scottish Highlands, 1715-1815*, East Linton, Tuckwell Press.
- MACLEAN Marianne, 1991, *The People of Glengarry: Highlanders in Transition, 1745-1820*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press.
- MURDOCH Alexander, 2004, *British Emigration, 1603-1914*, New York, Palgrave Macmillan.
- PREBBLE John, 1975, *Mutiny: Highland Regiments in Revolt, 1745-1804*, Londres, Secher and Warburg.
- RICHARDS Eric, 1985, *A History of the Highland Clearances: Emigration, Protest, Reasons*, vol. 2, Londres, Routledge.
- RICHARDS Eric, 2008, *The Highland Clearances: People, Landlords and Rural Turmoil*, Édimbourg, Birlinn Limited, eBook.
- SMOUT Thomas Christopher, 1985, *A History of the Scottish People* [1969], Londres, Fontana Press.

NOTES

1. Voir aussi le journal de voyage de Lord Selkirk, qui n'a pas été publié de son vivant : Patrick C. T. White (éd.), *Lord Selkirk's Diary, 1803-1804: A Journal of His Travels in British North America and the North-Eastern United States*, Toronto, Champlain Society, 1958.
2. De 1783 à 1801, les colonies sont gérées par le secrétaire d'État à l'Intérieur, à savoir Lord Sydney (1783-1789), Lord Grenville (1789-1791), Henry Dundas (1791-1794) et le duc de Portland (1794-1801). À partir de 1801, les affaires coloniales sont rattachées aux affaires militaires au sein du secrétariat d'État à la Guerre et aux Colonies, tenu par Lord Hobart (1801-1804), Lord Camden (1804-1805), Lord Castlereagh (1805-1806, 1807-1809), William Windham (1806-1807), Lord Liverpool (1809-1812) et Lord Bathurst (1812-1827).
3. Ilay Campbell (1783-1789), Robert Dundas (1789-1801), Charles Hope (1801-1804), Sir James Montgomery (1804-1806), Henry Erskine (1806-1807) et Archibald Colquhoun (1807-1806).
4. *The Political Magazine*, vol. 8, Londres, 1784, p. 182 ; *The Times*, 8 février 1785 ; *Kentish Gazette*, 9 février 1785 ; *Chelmsford Chronicle*, 11 février 1785 ; « Address to the Proprietors of Lands of the Coasts of the Highlands » dans Knox, 1787, p. LXXXVII-XLIII ; *Aberdeen Journal*, 4 août 1802 ; Fraser, 1803, p. 7 ; *Morning Post*, 12 février 1803.
5. Voir aussi : « A Discourse Containing a Summary of the Proceedings of the Directors of the Society for Extending Fisheries... », Londres, Wilkie & Debrett, 1789 ; *Morning Chronicle*, 16 juin 1803 ; *Aberdeen Journal*, 22 juin 1803 ; *The Farmers' Magazine*, vol. 10, 1809, p. 42.
6. La même année, le gouvernement publie un décret pour interdire l'émigration des artificiers et des travailleurs qualifiés britanniques vers les pays étrangers, notamment la Russie. Cette interdiction ne s'applique pas aux colonies britanniques (*The London Gazette*, 7 février 1784, n° 12517, p. 3-4).
7. Sydney à Parr, 5 octobre 1784, NAC, A106, p. 14-17.

8. Des hommes politiques et des officiers des douanes notamment y font référence dans leurs écrits publics ou officiels. Voir par exemple : Knox, 1787, p. 96-97 ; Robert Hepburn, David Reid, J. H. Cochrane (Custom House, Édimbourg) à George Rose, 30 août 1792, TNA, HO102/5/298-301.
9. Et aussi pour les passagers du *Sally* en 1784. Parr à Sydney, 1^{er} septembre 1784, NAC, A105, p. 216-218 ; Sydney à Parr, 5 octobre 1784, NAC, A106, p. 14-16.
10. Dorchester à Grenville, n° 72, 10 novembre 1790, NAC, Q49, p. 80-81.
11. Petit navire à fond plat commun en Amérique du Nord au XVIII^e siècle.
12. « Minutes of the Council from the 19th November 1790 to the 4th of January 1791 », NAC, Q51, p. 30-35.
13. « *Proper steps will be taken to put a stop to Emigrations from hence, but as that cannot be entirely effected, it is to be wished that such as quit this country may be induced to become settlers in His Majesty's Colonies abroad* » (Dundas à Simcoe, 12 juillet 1792, NAC, Q278A, p. 10 ; Clarke à Dundas, n° 26, 28 avril 1792, NAC, Q59, p. 189).
14. Willcocks à Portland, 27 novembre 1798, NAC, Q286, p. 446 ; Hobart à Selkirk, 30 juillet 1802, SPNAC, vol. 52, p. 13851 ; Hobart à Hunter, n° 16, 15 février 1803, NAC, Q294, p. 37 ; Selkirk à Hobart, 6 juillet 1802, SPNAC 13840-13841 ; Hobart à Selkirk, 30 juillet 1802, SPNAC 13851-13852 ; Hobart à Hunter, 4 septembre 1802, NAC, Q239, p. 61 ; Selkirk à Sullivan, 13 février 1803, SPNAC 13859-13860 ; « Proposition relative to Prince Edward Island », 26 février 1803, SPNAC 13861-13862 ; Hobart à Hunter, 15 février 1803, NAC, Q294, p. 28 ; Talbot à Sullivan, 27 octobre 1802, NAC, Q293, p. 248-251 ; Hobart à Hunter (séparée), 15 février 1803, NAC, Q294, p. 35-36 ; Hobart à Hunter, n° 16, 15 février 1803, NAC, Q294, p. 37-39 ; Hobart à Hunter, n° 17, 1^{er} mars 1803, NAC, Q294, p. 41-42.
15. Voir aussi : Sulivan à Pole Caren, esq (Home Office) et copie au Lord Avocat, 23 mars 1804, TNA, HO42/74/241-242 ; Cook à King, 24 août 1804, TNA, HO42/76/232-233 ; Charles Hope à Home Office, 4 septembre 1804, NAS, RH2/4/89, p. 140-144.
16. Bathurst à Prevost, n° 48, 29 octobre 1813, NAC, Q125A, p. 189-190 ; Bathurst à Prevost, n° 72, 12 juillet 1814, NAC, Q136A, p. 40 ; Bathurst à Prevost, n° 79, 15 septembre 1814, NAC, Q136A, p. 52-56 ; Bathurst à Drummond, 20 mars 1815, NAC, Q136A, p. 75-77 ; Bathurst à Drummond, 13 juin 1815, NAC, Q136A, p. 89-94 ; Bathurst à Drummond, 12 juillet 1815, NAC, Q136A, p. 116 ; Campbell à Gouldburn, 23 juin 1815, 28 juin 1815, 24 juillet 1815, 3 août 1815, NAC, Q135 p. 189-204 ; *Inverness Journal and Northern Advertiser*, 31 mars, 23 juin, 18 août, 27 octobre 1815, NLS, CBWall.2/96.
17. Les différents projets d'émigration et de colonisation qui se sont imposés aux administrations successives, comme l'installation des royalistes français dans le Bas-Canada ou les *Maroons* jamaïcains en Nouvelle-Écosse dans les années 1790 ont été très coûteux — sans pour autant être des réussites. De même, en dépit du soutien gouvernemental, les colons de Bathurst vont rencontrer de nombreuses difficultés. Les récoltes vont par exemple échouer les premiers temps et la colonie devra être financée par le gouvernement jusqu'en 1819. La colonie va se développer avec succès, mais aura coûté beaucoup d'argent (Johnston, 1972, p. 21 ; Campey, 2005, p. 45-48).
18. Voir mon article « La traversée transatlantique de l'Écosse vers le Canada au tournant du XIX^e siècle : angoisses, propagandes et réalités », *Études canadiennes*, vol. 78, 2015, p. 207-220.
19. « Minutes of the Council from the 19th November 1790 to the 4th of January 1791 », NAC, Q51, p. 28 ; voir aussi *Caledonian Mercury*, 8 décembre 1784, 11 décembre 1784, 22 décembre 1791 ; Bathurst à Prevost, n° 48, 29 octobre 1813, National Archives Canada, Q125A, p. 189.
20. Grant à Castlereagh, n° 20, 5 mai 1806, NAC, Q305, p. 2.
21. *The Missionary Magazine*, vol. 9, Édimbourg, Ritchie, 1804, p. 522. On voit aussi pointer çà et là, dans des discussions sur l'émigration et la colonisation en général, des arguments presque humanitaristes contre l'arrivée massive de Britanniques et de leurs idées civilisatrices pour préserver les populations autochtones (*The Parliamentary History, 1792-1794*, vol. XXX, p. 675-676).

22. Voir par exemple : *Saunders's Newsletter*, 4 août 1786 ; *Caledonian Mercury*, 22 décembre 1791 ; *The Political Herald and Review*, vol. II, Londres, 1786, p. 417 ; *The Monthly Review*, vol. 20, Londres, 1796, p. 479 ; *The Gentleman's Magazine*, vol. 66, 1796, p. 942 ; *The Gentleman's Magazine*, vol. 71, 1801, p. 250 ; Weld, 1801, p. 289 ; Lambert, 1810, p. 145.

23. « *Mr Horner thought it much better that Government should not have interfered at all, as it was impossible to hold out facilities of going to our Colonies, without exciting a spirit of emigration.* » (*Morning Post*, 22 juin 1815)

24. « *The British Newspaper Archives* » ; *The Times* ; E. S. Fraser, « *On Emigration from the Scottish Highlands and Islands* », unpublished manuscript, NLS, Ms. 9646, p. 31 ; T. Telford, *A Survey and Report of the Coast and Central Highlands of Scotland, Made by the Command of the Right Honourable the Lords Commissioners of His Majesty's Treasury in the Autumn of 1802*, Edin. F.R.S, 5 avril 1803, p. 15 ; Brown, 1806, p. 7-8.

25. Adams & Somerville, 1993, appendix 4, p. 211-212 ; Bumsted, 1982, appendix A, table III ; Campey, 2005, p. 27 ; Devine, 2003, p. 129.

RÉSUMÉS

Entre la fin de la Révolution américaine et la fin des guerres napoléoniennes, l'Écosse comme les colonies canadiennes doivent faire face à de nombreux problèmes : dans les Hautes Terres, les changements socio-économiques bouleversent la société traditionnelle alors que les colonies britanniques en Amérique du Nord demeurent sous peuplées, mal développées et en proie à de possibles attaques des Français et des Américains. Une solution semble converger vers la résolution de ces crises : l'émigration des Highlanders vers les colonies britanniques. L'attitude du gouvernement central est souvent supposée hostile à l'émigration des Highlanders et décriée par certains historiens qui accusent Londres de n'avoir pas su écouter les demandes en faveur de l'émigration émanant des périphéries en Écosse et en Amérique du Nord. Dans quelle mesure Londres a-t-elle su (ou n'a-t-elle pas su) percevoir la nécessité de faire converger les politiques pour l'Écosse et pour les Canadas à travers l'émigration ? Cet article réexamine le débat public sur l'émigration et analyse les décisions prises par les secrétaires d'État chargés des colonies. Il montre que les cabinets successifs n'étaient pas fondamentalement hostiles à l'émigration mais, qu'au contraire, ils ont tenté de mener une politique éclairée qui cherchait à prendre en compte tous les aspects de la question et à répondre de manière habile aux demandes contradictoires de différents groupes de pression afin de faire converger les intérêts du centre et des périphéries de l'Empire britannique.

Between the end of the War of Independence and the end of the Napoleonic wars, both Scotland and the British colonies in North America were facing challenges. In the Highlands, the improvement policies of the landlords and the Clearances were disrupting the traditional Highland way of life and society. In North America, the remaining British colonies were still under-populated, underdeveloped and ill-defended, which made them vulnerable to French and American attacks. To some contemporary observers and modern historians, Highland emigration to British North America seemed to offer a perfect solution to these different crises and issues. However, the British government is often accused of having been hostile to emigration. Were London politicians blind to the necessity of implementing convergent policies for the peripheries of the British Empire? This article reassesses the British government's emigration policies

between 1783 and 1815 by re-examining the public debate on Scottish emigration. It also focuses on previously neglected sources and retraces the policies and decisions taken by the Secretaries of State in charge of the colonies. It thus appears that the British government was not inherently opposed to emigration but that London attempted to lead an enlightened policy and made choices that tried to satisfy all the contradictory demands of the different groups involved both in Scotland and in British North America.

INDEX

Mots-clés : émigration, Hautes Terres, Amérique du Nord britannique, politiques migratoires, colonies, Empire britannique, 1783-1815

Keywords : emigration, Highlands, British North America, emigration policies, colonies, British Empire, 1783-1815

AUTEUR

ALICE LEMER-FLEURY

Université de Nantes.

Alice Lemer-Fleury, agrégée d'anglais, est doctorante en civilisations écossaise, canadienne et britannique rattachée au CRHIA (Université de Nantes). Elle travaille sur « L'Amérique du Nord britannique en métropole : politiques, perceptions et débats publics sur les colonies canadiennes en Angleterre et en Écosse (c. 1783-1815) » sous la direction du Pr. Françoise Le Jeune.